

Qu'avons-nous à gagner d'une adhésion de la FSU à la CES ?

La Fédération Syndicale Unitaire (FSU) avait consulté ses adhérents en 2007 pour l'adhésion de notre fédération à la Confédération Syndicale Internationale (CSI). Cette consultation relayée par les syndicats affiliés n'avait que très peu mobilisé les personnels et le taux de participation à ce vote était resté très faible. La FSU consulte à nouveau ses adhérents, mais cette fois-ci pour connaître leur position concernant l'affiliation de la fédération à la Confédération Européenne des Syndicats (CES).

La décision ne sera prise que lors du Conseil Délibératif Fédéral National de janvier 2011, mais une chose est certaine, les motivations de cette affiliation n'intéressent encore une fois pas grand monde...

Derrière ce simulacre de démocratie se profile la stratégie de la FSU face aux autres organisations syndicales.

Ce souhait d'affiliation à la CES est porté par l'équipe dirigeante de la FSU qui espère entrer dans la « cour des grands » de l'Union européenne.

En effet, toutes les organisations syndicales nationales (CGT, FO, UNSA, CFDT et CFTC) sont membres de la CES depuis déjà quelques années. La seule organisation, qui n'avait pas encore fait le pas, est la FSU.

La décision d'affiliation à la CES, soutenue par la tendance majoritaire de notre fédération, n'est pas sans équivoque. Pour preuve, les responsables « Unité et Action » écrivent dans leur revue de novembre « *C'est le moment pour la FSU de rejoindre les rangs de la CES, aux côtés des syndicats combattifs tels que la CGT, la FCTB et la CSC belge, la CGIL italienne...* » et de poursuivre « *Il est impossible pour la FSU de se passer de la CES, tout en restant lucide sur sa force et sa faiblesse. Nous gagnerons en crédibilité et en efficacité tant nationalement qu'au niveau européen si la FSU rejoint la CES en y portant haut et fort ses mandats* ».

La position de la tendance « École Émancipée », deuxième courant de pensée au sein de la FSU est plus ambiguë. Dans sa contribution à la réflexion à l'entrée du CDFN de novembre, on peut lire « *Ce serait donc en dépit de fortes critiques et sans illusions que la demande d'affiliation de la FSU à la CES pourrait s'envisager. Une demande d'affiliation ne peut pas être pensée comme un changement stratégique de la FSU : il ne s'agit pas de faire moins de mouvement social pour faire du syndicalisme institutionnel* ».

Et nous, syndiqués du SNETAP, qu'avons-nous à attendre de cette éventuelle affiliation pour la défense de nos mandats ? Nos préoccupations militantes semblent bien éloignées des stratégies d'appareils et des affrontements de tendance.

Certains d'entre nous se sont mobilisés fortement dans le combat pour le retrait du texte portant réforme de notre système de retraite. Durant ces deux mois de lutte, nous n'avons jamais entendu la CES apporter son soutien à nos revendications légitimes.

Et ce n'est pas l'absence de la FSU aux côtés des autres organisations européennes qui explique ce silence. La CES ne dit toujours rien pour s'insurger contre les plans de rigueur que l'Union Européenne impose actuellement aux salariés portugais et irlandais.

Ce qu'attendent les adhérents du SNETAP, ce n'est pas une affiliation de notre fédération à une organisation co-gestionnaire de la destruction de tous les acquis ouvriers imposée par la Commission européenne. Ils attendent de notre fédération qu'elle défende sans défaillance notre modèle social, indépendamment des appareils politiques et des institutions européennes. Ils attendent que notre fédération nous appelle à s'engager résolument dans un combat difficile mais indispensable pour défendre un service public assuré par des personnels du service public. Les adhérents du SNETAP militent pour un syndicalisme de lutte, capable de revendiquer et d'organiser les conditions d'un rapport de force national pour faire respecter nos mandats.

Ce syndicalisme n'a rien à attendre de l'affiliation de la FSU à la CES.

Joël Pitt